

Gouverneurs : non aux criminels et aux pillleurs

Kinshasa ,[25.03.2004](#)

Kandolo Mulumba/Phare

En route vers les élections, les Congolais ont le droit d'exiger qu'on leur fasse l'économie des mandataires publics médiocres, partiaux et autocrates qui ne savent exactement ce qu'ils ont à faire en tant que représentant de l'Etat

Le gouvernement de transition a accompli un pas de géant dans le dossier de la mise en place des nouveaux gouverneurs de provinces tel que l'avaient voulue des négociateurs de Sun City. Après avoir été bloqué pendant plusieurs mois à cause de la boulimie dies belligérants, cette étape va enfin être franchie avec la nomination imminente des gouverneurs de provinces.

Mais cette avancée ouvre la voie à une autre difficulté majeure que les précédentes et se résume en cette interrogation : qui va être gouverneur ? En d'autres termes, quel est le profil d'un bon gouverneur, celui qui devra aller se mettre au service du peuple et non à celui de sa composante ou de son groupe politique et idéologique.

Les congolais n'ignorent pas le rôle-clé qu'ont à jouer ces chefs des administrations provinciales pour la bonne tenue des élections. Ils savent aussi qu'un mauvais gouverneur peut conduire sa province à la guerre civile en créant des inimitiés et la haine là ou c'est plutôt la concorde le mot attendu. Le gouverneur peut donc être l'homme par qui la ruine d'une province arrive alors qu'il dispose de tous les instruments pour faire rayonner le bonheur.

Par ailleurs, il nous revient que l'histoire de la territoriale congolaise est riche en rebondissements macabres. Il y a eu des gouverneurs sécessionnistes, des gouverneurs pyromanes, des gouverneurs criminels, des gouverneurs génocidaires et des gouverneurs pillleurs. Une racaille qui a mis des provinces à feu et à sang et dont le seul mérite aujourd'hui est de nous aider à ne pas rouvrir les portes de l'enfer. Dans le partage qui vient d'être opéré, les composantes belligérantes ont la part du

lion dans la gestion des provinces. Ce sont elles qui dirigent les provinces étant donné qu'aucune ne leur échappera.

Ces belligérants n'ont pas le droit d'oublier que les 3,5 millions de morts qu'on déplore au cours de leur guerre sont sur leur conscience. Chacun d'eux a donc intérêt à ne pas en rajouter en envoyant au peuple des gouverneurs mercenaires qui iraient faire de l'agitation. C'est ici où intervient le critérium sévère à élaborer afin de brosser le profit du gouverneur. Le bon gouverneur, homme d'Etat s'entend..

Il doit être compétent techniquement et faire preuve d'une grande probité morale, ce qui signifie clairement que devront être exclus de grille des criminels de tous ordres, y compris de guerre; des pilleurs notoires qui autrefois avaient mis le patrimoine public à sac, des génocidaires qui ont le sang des Congolais sur les mains ainsi que d'autres énergumènes du, même acabit qui attendent effrontément d'être nommés si chaque composante est contrainte de trouver dans sa crème intellectuelle des personnes correspondant au profit de compétences et de moralité.

C'est d'ailleurs cela l'ébauche du profil d'un mandataire public. En route vers les élections, des Congolais ont le droit d'exiger qu'on leur fasse l'économie des mandataires publics médiocres, partiels et autocrates, qui ne savent exactement ce qu'ils ont à faire en tant que représentant de l'Etat ici il est question d'une territoire du développement qui va conduire la population à l'instauration de la démocratie.

Il ne serait pas vain d'attester que l'avènement de la 11ème République dépend essentiellement de la qualité de ces gouverneurs. D'où il ne s'agit pas d'une mince affaire. L'adage qui dit qu'un homme averti en veut deux tombe bien à propos. Car, on sait que des erreurs ont été commises dans le choix des membres du gouvernement de transition dont la plupart ne répondent à aucun profil. Le critérium de désignation avait été foulé aux pieds au profit du clientélisme La conséquence de cet état des choses aujourd'hui est qu'après près de douze mois de fonctionnement le gouvernement n'est nulle part en réalité c'est un gouvernement à réviser de fond en comble : Ces erreurs ont fait perdre 12 mois au processus où on fait tourner les Congolais en rond à cause du, mauvais

choix fait dans la désignation des responsables publics. Transférer une aussi grosse tare aux provinces et vous verrez le résultat !